

BILAN ANNUEL 2010

PROGRAMME
ONU-REDD





P R O G R A M M E ONU-REDD

Le Programme ONU-REDD est l'initiative collaborative des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement. Le Programme a été lancé en 2008 et se fonde sur le pouvoir fédérateur et l'expertise technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le Programme ONU-REDD appuie les processus REDD+ pilotés par les pays et promeut l'engagement informé et constructif de toutes les parties prenantes, notamment des peuples autochtones et des autres communautés tributaires de la forêt, dans la mise en œuvre de la REDD+ à l'échelon national et international.



BILAN ANNUEL 2010

Table des matières

Introduction	3
Programmes nationaux	4
Programme global	12
Mesure et suivi pour la REDD	13
Avantages écosystémiques multiples	15
Gouvernance et engagement des parties prenantes	17
Événements marquants du Conseil d'orientation	19
Partenariats	20
Événements en 2010	21
Promotion et diffusion des connaissances concernant la REDD+	22
État du financement	23

Sigles

CBD – Convention sur la diversité biologique
CBFF – Partenariat pour les Forêts du bassin du Congo
CCBA – Alliance Climat, Communauté et Biodiversité
CCNUCC – Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
COP – Conférence des parties
CPLCC – Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause
FAO – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASM – Fonds d'affectation spéciale multidonateurs
FCPF – Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
FCPF FMT – L'équipe de gestion du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
FEM – Fonds pour l'environnement mondial
FIP – Programme d'investissement pour la forêt
FNUF – Forum des Nations Unies sur les forêts
GEO – Groupe Observation de la Terre
GES – Gaz à effet de serre
GIEC – Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
INPE – Institut national brésilien pour la recherche spatiale
MRV – Mesure, Rapportage et Vérification
NAFORMA – Suivi et évaluation des ressources nationales de la Tanzanie
NER – Niveaux d'émissions de référence
OIBT – Organisation internationale des bois tropicaux
ONG – Organisation non gouvernementale
ONU – Organisation des Nations Unies
ONU-REDD – Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement
OSC – Organisation de la société civile
PA/OSC – Peuples autochtones et organisations de la société civile
PNG – Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE – Programme des Nations Unies pour l'environnement
RDC – République démocratique du Congo
REDD+ – Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers
UICN – Union internationale pour la conservation de la nature
WCMC – Centre mondial de surveillance de la conservation
WRI – Institut des ressources mondiales



Introduction

Les pays partenaires du Programme ONU-REDD peuvent s'enorgueillir du travail accompli en 2010. Résultat d'ambitieuses consultations et des processus de renforcement des capacités à l'échelon national, huit pays partenaires ont soumis leurs Programmes nationaux initiaux ou définitifs au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, qui a approuvé un financement total de 29,8 millions de dollars à leur intention. Chacun des neuf pays pilotes initiaux du Programme a désormais présenté son Programme national ; à la fin de l'année, sept d'entre eux avaient initié la mise en œuvre. De leur bilan des deux dernières années, les pays partenaires du Programme ONU-REDD ont dégagé tout au long de 2010 de précieux enseignements et connaissances sur la REDD+, contribuant largement à l'évolution même du mécanisme REDD+.

En 2010 comme auparavant, le Programme ONU-REDD s'est employé en priorité à prodiguer un soutien technique, des conseils sur les mesures à prendre et des ressources financières afin d'élaborer des stratégies nationales REDD+, un soutien spécifique en faveur de la mise en œuvre, du suivi et des de la déclaration, de l'engagement des parties prenantes et des fonctions et avantages multiples de la REDD+. L'intensification de ces travaux sera désormais guidée par la nouvelle stratégie quinquennale du Programme, officiellement entérinée par le Conseil d'orientation en novembre.

En 2010, le Programme ONU-REDD a continué de travailler étroitement avec ses partenaires, comme le FCPF et le FIP, afin d'établir et renforcer des mécanismes d'exécution pour les pays REDD+. Avec le FCPF, le Programme a également fourni des services de secrétariat au Partenariat REDD+ créé en mai, une plateforme provisoire à l'intention des pays et des parties prenantes, afin d'intensifier les activités et les financements de la REDD+.

Le travail du Programme et son soutien aux pays auraient été impossibles sans l'engagement renouvelé de nos bailleurs en 2010. La Norvège a engagé en mars 32 millions de dollars supplémentaires pour le Programme ONU-REDD en 2010, et réitéré en novembre son intention de maintenir son appui au Programme en 2011. Le même mois, le Danemark a annoncé un nouveau financement de 6 millions de dollars, tandis que l'Espagne engageait 1,3 million de dollars. Le Japon a annoncé officiellement son souhait de contribuer au Programme, ce dont ce dernier s'est félicité.

La meilleure nouvelle a attendu la fin de l'année 2010 : en décembre, la COP16 de la CCNUCC a franchi une étape historique en concluant le tout premier accord officiel sur la REDD+. Cet accord garantit à l'ensemble de la communauté REDD+ une direction plus claire pour l'élaboration de stratégies et confirme le rôle central du mécanisme dans la solution au changement climatique.

À l'avenir, le Programme ONU-REDD continuera de soutenir le processus de la CCNUCC sous l'égide de l'accord de Cancun sur la REDD+, et nous nous emploierons à mobiliser davantage de ressources, travailler plus étroitement avec une plus grande diversité de parties prenantes, intensifier nos activités et dégager davantage de résultats, tout en appuyant les efforts consentis par les pays au service de la REDD+.



*Yemi Katerere
Chef du Secrétariat du Programme ONU-REDD
Mars 2011*



“Le Programme ONU-REDD est l’une des initiatives multilatérales qui a jeté les bases du renforcement des activités d’atténuation axées sur les forêts dans les pays en développement. Les accords de Cancun ont redonné vie au Programme ONU-REDD, afin que ce dernier, à son tour, puisse redonner vie aux forêts dans le monde. Cancun a révélé un attachement international en faveur d’une REDD+ coordonnée, transparente et pleinement ouverte à tous, notamment aux populations autochtones dont la forêt est le patrimoine et le foyer. Je rends hommage au Programme ONU-REDD, et me réjouis de l’appui qu’il continuera d’assurer aux pays en développement.”

Christiana Figueres
Secrétaire général, CCNUCC

Programmes nationaux

En 2010, les 29 pays partenaires du Programme ONU-REDD ont tous progressé dans la préparation et la mise en œuvre de la REDD+, notamment en se dotant de cadres institutionnels et techniques. Le Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD a approuvé 14,7 millions de dollars américains pour les Programmes nationaux de Bolivie, de RDC et de Zambie en mars, ainsi que 15,2 millions pour les Programmes nationaux complets ou initiaux au Cambodge, en PNG, au Paraguay, aux Philippines et aux Îles Salomon en novembre. Cet octroi a porté le financement total des Programmes nationaux ONU-REDD à 51 millions de dollars.

En décembre 2010, les neuf pays pilotes initiaux du Programme ont franchi une étape décisive en soumettant tous leurs Programmes nationaux au Conseil d’orientation. Ayant atteint ou dépassé leur phases de démarrage, la Bolivie, la RDC, l’Indonésie, le Panama, la Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie ont lancé l’exécution.

Le Cambodge, la PNG, le Paraguay, les Philippines et les Îles Salomon ont accédé à la phase d’élaboration et d’approbation. Le tableau 1 offre un aperçu des étapes de l’élaboration des Programmes nationaux ONU-REDD.

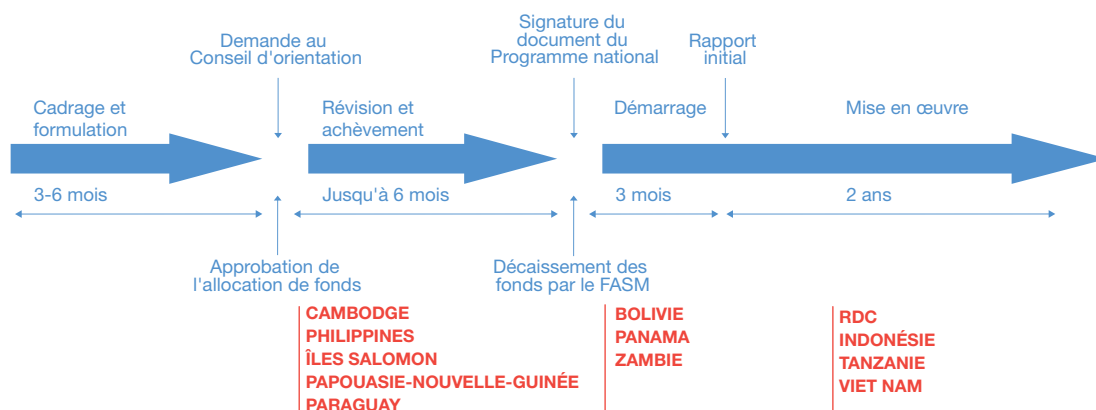
L’expérience des pays partenaires du Programme ONU-REDD a débouché sur plusieurs enseignements, notamment le constat que le processus d’élaboration des stratégies REDD+, reposant sur un fort engagement des parties prenantes et la prise en compte des savoirs locaux, n’est pas moins important que le produit fini. Le Programme a également constaté que les pays ne pouvaient lancer leurs travaux de REDD+ et tirer les leçons du processus, sans un prompt accès aux financements. L’existence d’une forte impulsion au niveau national s’est aussi révélée déterminante, tout autant que la synchronisation des stratégies REDD+ et des politiques de développement au sens large.

Nouveaux membres

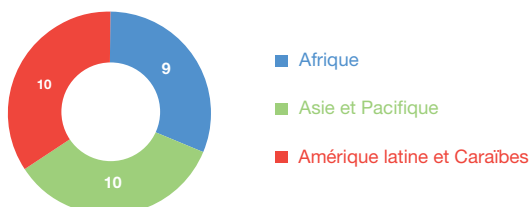
En 2010, 15 pays ont rejoint le Programme en tant que nouveaux partenaires, et reçu le statut d’observateurs au Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD : le Bangladesh, le

Bhoutan, la République centrafricaine, la Colombie, le Costa Rica, le Gabon, le Guatemala, la Guyane, le Kenya, le Mexique, le Nigéria, les Philippines, la République du Congo, les Îles Salomon et le Soudan.

Tableau 1 : Etapes de l’élaboration des Programmes nationaux ONU-REDD



■ Pays partenaires ONU-REDD par région



Pays en phase initiale et de mise en œuvre

BOLIVIE

Allocation de fonds ONU-REDD :
4,7 millions de dollars

Calendrier du Programme national :
2010-2013

Contexte : Si quelque 50 pour cent de la Bolivie sont couverts de forêts, on estime que 330 000 hectares disparaissent chaque année. Le gouvernement bolivien s'est employé à améliorer ses stratégies, plans et réglementations de développement dans les secteurs de l'environnement et de la sylviculture. Le Programme national ONU-REDD en Bolivie appuie le pays dans ses efforts de préparation à la REDD+, en coordination avec le FCPF et la coopération allemande au développement.



Parmi les grandes étapes de 2010, citons :

Mars : 4,7 millions de dollars sont approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD pour le Programme national de la Bolivie.

Octobre : le document est signé par le ministère de l'Environnement et de l'Eau, le vice-ministre de l'Environnement, de la Biodiversité, du Changement climatique et de la Gestion et du Développement forestiers, le vice-ministre de l'Investissement public et extérieur, par les organismes du Programme ONU-REDD et le Coordonnateur résident des Nations Unies.

Décembre : les fonds sont décaissés par le FASM ; début de la phase de démarrage prévue pour janvier 2011.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Allocation de fonds ONU-REDD :
1,9 million de dollars (Programme national initial)
5,5 millions de dollars (Programme national complet)

Calendrier du Programme national :
2009-2010
2010-2013

Contexte : La RDC se trouve au cœur du bassin du Congo, où est située la deuxième plus vaste forêt tropicale au monde. Consciente de l'immense potentiel du pays pour la REDD+, la RDC est rapidement passée de la phase de planification à celle de mise en œuvre de la préparation à la REDD+. Le Programme national initial de la RDC, qui a permis de lancer et articuler la stratégie nationale REDD+ du pays, a donné lieu à un Programme national complet (Plan de préparation) après avoir été approuvé par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en mars. Le document du Programme national de RDC a été signé en octobre et les fonds ont été décaissés en novembre, marquant le lancement officiel du Programme ONU-REDD dans le pays.

Avec le démarrage de son Programme national complet, les activités jusque-là concentrées sur la planification stratégique sont désormais axées sur les résultats : réalisation d'études clefs, essais de projets pilotes REDD+, formation du personnel, partage de connaissances au niveau régional, réalisation de consultations nationales et création du premier programme universitaire du pays consacré à la REDD+, entre autres.

Parmi les grandes étapes de 2010, citons :

Janvier : à l'issue de consultations publiques, sept projets sont identifiés et élaborés par le ministère de l'Environnement et de la Conservation de la nature, en étroite coopération avec les ONG internationales et nationales, le secteur privé et les autorités locales. En novembre, les documents de projet bénéficient d'un total de 22,5 millions de dollars du CBFF (financé par la Norvège et le Royaume-Uni et géré par la Banque Africaine de Développement).

Juillet-décembre : le ministère de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Tourisme, par l'intermédiaire de la coordination nationale REDD et avec le soutien du Programme ONU-REDD, sélectionne six programmes d'action préalables et élabore des documents stratégiques de prospection avec cinq autres ministères et les partenaires concernés. Les six programmes posent les jalons des activités REDD+ habilitantes, sectorielles et intégrées à un horizon de 10 à 15 ans, avec une première enveloppe d'environ 600 millions de dollars requise pour la première période d'investissement de deux ans.

Août : les comités REDD+ national et interministériel sont créés, renforçant la coordination du processus national REDD+.

Août : le programme universitaire sur la REDD forme 250 Congolais et ressortissants de 15 pays africains, dans le cadre d'un séminaire intensif de neuf jours évoquant tous les aspects de la REDD+. D'autres activités d'information, d'éducation et de communication sont régulièrement poursuivies au cours de l'année : tables rondes, ateliers sur la REDD+ et production d'outils comme des sketches et des documentaires pour la radio et la télévision nationales.

Octobre : une étude clef évaluant les résultats des expériences de conservation forestière et les enseignements tirés est réalisée et fournit au Programme de précieuses informations sur les meilleurs moyens de concevoir des projets REDD+.

Novembre : des ateliers sont organisés sur des aspects techniques afin d'introduire les concepts de REDD+ au niveau des provinces, et divers modules de formation sont proposés afin de renseigner et de former les parties prenantes, contribuant ainsi à leur participation active au processus de REDD+.

Décembre : la création d'un registre national et d'un système d'accréditation pour la REDD+ marque le lancement d'un processus permettant de recenser, coordonner et conseiller les autres projets et initiatives REDD+ à des fins de cohérence et de partage des connaissances.



“Le soutien qu’apporte le Programme ONU-REDD en Indonésie est multiforme. Le Programme nous offre une méthodologie nous permettant de recueillir des données factuelles afin de recenser les niveaux d’émissions. Il facilite également le CPLCC dans le cadre de notre processus de renforcement des capacités, donnant à la majorité silencieuse la possibilité de se faire entendre du gouvernement et des partisans de la REDD+. Sans le Programme ONU-REDD en Indonésie, l’écart entre eux serait infranchissable.”

Hadi Daryanto
Secrétaire général, ministère de la Foresterie, Indonésie

INDONÉSIE

Allocation de fonds ONU-REDD :
5,6 millions de dollars



Calendrier du Programme national :
2009-2011

Contexte : L’Indonésie possède la troisième plus grande forêt tropicale humide au monde, couvrant environ 70 pour cent du pays. Le Programme national ONU-REDD s’emploie à faciliter la création d’une architecture REDD+ propice à une mise en œuvre juste, équitable et transparente de la REDD+, et d’ainsi contribuer de manière significative à la réduction durable des GES liés à la forêt.

En mars 2009, 5,6 millions de dollars ont été approuvés par le Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD pour le Programme national de l’Indonésie. En mars 2010, les fonds ont été débloqués par le FASM, signalant le début de la phase de démarrage et de mise en œuvre du Programme.

Parmi les grandes étapes de 2010, citons :

Mars : plus de 150 participants assistent à l’atelier de démarrage, à Jakarta, marquant le début de la phase de mise en œuvre du Programme national. L’atelier fait progresser la sensibilisation et passe en revue les complémentarités entre le Programme ONU-REDD en Indonésie et les autres initiatives REDD+.

Mai : avec l’appui du Programme, une formation sur le changement climatique et la REDD+ fournit aux principales institutions gouvernementales une aide concrète dans la mise en œuvre de diverses activités REDD+, découlant des nouveaux besoins de capacités suscités par la signature de la lettre d’intention entre les gouvernements de la Norvège et de l’Indonésie et portant sur un accord d’1 milliard de dollars.

Juillet : création de l’unité gestion de projets du Programme ONU-REDD, doté d’un bureau indépendant au sein du ministère indonésien de la Foresterie.

Juillet-décembre : le Programme ONU-REDD accompagne le ministère de la Foresterie dans l’élaboration d’une feuille de route MRV à l’intention de l’équipe spéciale (*Task Force*) et la future agence REDD+, conformément à l’accord Norvège-Indonésie, qui prévoit la création d’un organisme indépendant pour la MRV.

Octobre : le Sulawesi central est sélectionné comme principale province pilote pour le Programme national, et les activités sont lancées lors d’une manifestation organisée à Palu et réunissant plus de 200 parties prenantes.

Novembre : avec l’appui de l’Agence nationale de planification pour le développement (Bappenas) et à l’issue d’un processus de consultation intensif, complet et multipartite, le projet de stratégie nationale REDD+ est mis au point et soumis à l’équipe spéciale REDD+ avec le soutien du Programme ONU-REDD en Indonésie.

Durant l’année 2010 : une démarche est menée de renforcement des capacités pour le CPLCC dans les interactions avec les populations autochtones et les communautés locales. Avec le Conseil national des forêts, le Programme ONU-REDD d’Indonésie élabore des directives nationales sur le CPLCC ; au niveau provincial, un processus spécifique sur la CPLCC a débuté au Sulawesi central. Le Programme collabore aussi avec le Conseil national sur les changements climatiques.

Tout au long de 2010 : la communication du Programme bénéficie du lancement de pages Internet pour le Programme ONU-REDD en Indonésie, et des vidéos sont présentées lors de la COP16 à Cancun.

PANAMA

Allocation de fonds ONU-REDD :
5,3 millions de dollars

Contexte : En 2000, la forêt ne représentait plus que 45 pour cent du territoire panaméen, contre environ 70 pour cent en 1947, une situation qui appelait instamment un Programme national REDD+. Aujourd'hui, les chantiers d'abattage, le développement des infrastructures et l'élevage bovin figurent parmi les principaux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts. L'objectif global du Programme national ONU-REDD au Panama consiste à aider le gouvernement panaméen à mettre sur pied un régime REDD+ opérationnel. En octobre 2009, le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a approuvé 5,3 millions de dollars pour le Programme national du Panama.

Parmi les grandes étapes de 2010, citons :

Septembre : les commentaires du secrétariat du Programme ONU-REDD, de l'évaluateur indépendant et du Conseil d'orientation sont transmis et intégrés à la version définitive du document du Programme ONU-REDD au Panama.

Octobre : un atelier régional est organisé au Panama pour favoriser l'élaboration de lignes directrices entourant la CPLCC et de mécanismes de recours dans le cadre des activités nationales du Programme ONU-REDD. L'atelier bénéficie de la participation de représentants des populations autochtones et d'organisations de la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis par le Programme global ONU-REDD.

Octobre : le document de Programme national définitif est signé par le ministère de l'Économie et des Finances du Panama et les organismes du Programme ONU-REDD.

Décembre : les fonds pour 2011 sont décaissés par le FASM pour les organismes du Programme ONU-REDD ; le Programme national du Panama est prêt à entamer sa phase de démarrage.

Calendrier du Programme national :
2011-2014



TANZANIE

Allocation de fonds ONU-REDD :
4,3 millions de dollars

Contexte : Les forêts et la brousse représentent environ 40 pour cent du territoire de la Tanzanie. Cependant, l'extension des terres cultivées depuis les plaines vers les montagnes, la progression rapide des besoins énergétiques et l'abattage à des fins commerciales contribuent à la déforestation et à la dégradation des forêts dans ce pays. L'approbation en mai du rapport de démarrage et l'arrivée en juillet de membres clés de l'équipe ont marqué le début de la phase de mise en œuvre du Programme national de la Tanzanie.

Parmi les grandes étapes de 2010, citons :

Septembre : deux ateliers de formation sur la télédétection ont lieu ; leur financement par le Programme ONU-REDD et le programme NAFORMA renforce la coopération entre les initiatives.

Le Programme finance le réaménagement de locaux pour la création d'un laboratoire SIG. Le bâtiment accueillera également les bureaux de la future unité de cartographie du ministère des Ressources naturelles et du Tourisme de Tanzanie, mise sur pied conjointement par le Programme ONU-REDD et le programme NAFORMA.

Novembre : un atelier organisé en coopération avec le FCPF et le WBI fournit aux participants des outils leur permettant d'analyser les coûts d'opportunité de la REDD+, élément important à prendre en compte dans l'élaboration de stratégies nationales REDD+.

Décembre : une étude est menée sur "les pratiques de gestion forestière compatibles avec la REDD+ en Tanzanie", dont la conclusion est attendue pour février 2011. Une réunion de démarrage a lieu le 14 décembre.

Tout au long de 2010 : les mécanismes clés de gestion sont en place, notamment : la création d'un groupe de coordination et de gestion du Programme ; un Programme pourvu en personnel ; une coordination rapprochée avec l'équipe spéciale (*Task Force*) nationale pour la REDD et d'autres organisations et institutions impliquées dans la REDD+ en Tanzanie ; et des réunions avec des homologues gouvernementaux afin de convenir d'objectifs, d'une gestion des ressources et de procédure de mise en œuvre pour les activités sous l'égide du Programme ONU-REDD.

Calendrier du Programme national :
2009-2011



VIET NAM

Allocation de fonds ONU-REDD :

4,4 millions de dollars



Calendrier du Programme national :

2009-2011

Contexte : Avec un couvert forestier de 40 pour cent, le Viet Nam se prête parfaitement à la création d'un Programme national REDD+. Si les aires forestières progressent dans leur ensemble, plusieurs régions du Viet Nam connaissent encore des taux élevés de déforestation. En mars 2009, 4,4 millions de dollars ont été approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD pour le Programme national du Viet Nam ; avec l'approbation finale du document de Programme national en septembre 2009, le pays a accédé à sa phase de démarrage et de mise en œuvre. Alors que cette dernière progressait, le Programme national ONU-REDD du Viet Nam a été très actif en 2010. Ses activités stratégiques sont menées à bien au niveau national, ainsi que des initiatives dans plusieurs circonscriptions pilotes.

Parmi les grandes étapes de 2010, citons :

Février-mars : un processus destiné à solliciter le CPLCC pour des activités REDD+ sur le terrain est engagé dans deux provinces pilotes.

Février-novembre : les capacités pour la REDD sont nettement renforcées grâce aux trois réunions, organisées par le Réseau national REDD+, sur le soutien à l'élaboration de la stratégie nationale REDD+, le MRV et le suivi et l'orientation dans la répartition des bénéfices de la REDD+. Le Réseau crée également deux sous-comités techniques chargés du MRV, du suivi et de la mise en œuvre locale.

Mai : la page web REDD du Viet Nam est créée et fournit toute l'année aux parties prenantes des informations mises à jour (www.vietnam-redd.org).

Juillet : une stratégie de communication et de sensibilisation est élaborée. Cet outil de taille contribue à diffuser les enseignements dégagés à l'échelon national et international, et à sensibiliser sur la question de la REDD+ au niveau national et local.

Novembre : les activités régionales sont initiées par un échange d'informations entre les pays du Programme ONU-REDD en Asie-Pacifique, suivi d'un dialogue à Bangkok sur les déplacements d'émissions.

Décembre : un manuel et un essai en situation réelle sont réalisés pour le suivi participatif du carbone (PCM), ouvrant la voie au déploiement du PCM dans les deux circonscriptions pilotes en 2011.

Décembre : un atelier de consultation locale sur le système de partage des avantages du Viet Nam est organisé et suscite des réactions positives de la part des autorités provinciales concernant les principaux aspects du système.

Tout au long de 2010 : la stratégie nationale REDD+ du Viet Nam, développée avec le soutien du Programme national ONU-REDD, fait désormais l'objet d'une consultation nationale de grande envergure. Une fois finalisée, elle dessinera le cadre juridique du Programme national REDD+ et précisera les rôles et responsabilités des acteurs étatiques et non-étatiques dans la mise en œuvre de la REDD+ dans le pays.

Afin d'améliorer les capacités de gestion de la REDD+ au niveau des circonscriptions, un groupe de travail REDD+ a été créé à l'échelon provincial, aujourd'hui opérationnel au Lam Dong.

ZAMBIE

Allocation de fonds ONU-REDD :

4,5 millions de dollars

Contexte : La Zambie possède environ 50 millions d'hectares de forêt, avec un taux de déforestation annuel de 250 000 à 300 000 hectares par an, selon les estimations. L'ampleur et le caractère transversal des interventions nécessaires à la mise en œuvre de la REDD+ en Zambie exigeront un appui et des réformes au plus haut niveau de l'État. Conscient du rôle que peut jouer la REDD+ dans la réduction des émissions et la promotion d'un développement socio-économique durable, le gouvernement de la Zambie évalue actuellement les opportunités découlant de la REDD+.

Parmi les grandes étapes de 2010, citons :

Mars : 4,5 millions de dollars sont approuvés par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD pour le Programme national de Zambie.

Octobre : le document final du Programme national est signé. Les fonds du FASM du Programme ONU-REDD sont débloqués, marquant le début de la phase de démarrage et de mise en œuvre du Programme.

Novembre : le Programme est lancé à Lusaka avec la participation de plus de 70 parties prenantes issues du monde universitaire, des ONG, des ministères, du secteur privé et des médias.

Calendrier du Programme national :

2010-2013



“Les premiers succès remportés par la RDC en matière de REDD+ sont à mettre au crédit de notre fort attachement à l’égard du processus REDD+, mais aussi du précieux soutien du Programme ONU-REDD, en collaboration avec d’autres partenaires. La contribution du Programme ONU-REDD a été déterminante. Le Programme a travaillé étroitement avec la RDC, accompagnant et conseillant les dirigeants nationaux, et débloquant sans attendre les premiers financements, décisifs pour le succès de notre démarche. À l’avenir, nous œuvrerons avec les trois agences d’exécution du Programme ONU-REDD afin de relever les défis opérationnels, améliorer l’application et multiplier les succès.”



Vincent Kasulu

Directeur du développement durable, ministère de l’Environnement,
de la Conservation de la nature et du Tourisme, RDC

Pays en phase de révision et de bouclage

Ci-dessous sont cités les cinq pays partenaires du Programme ONU-REDD dont les demandes d’octroi de financement ont été approuvées par le Conseil d’orientation, et qui procèdent à la révision et au bouclage des documents de leur Programme national avant de recevoir les fonds et de débiter la phase initiale et de mise en œuvre.

CAMBODGE

Allocation de fonds ONU-REDD :
3 millions de dollars

Calendrier du Programme national :
2011-2013



Le Cambodge possède un couvert forestier de 10 millions d’hectares, soit près de 57 pour cent de sa superficie terrestre. Dès 2008, il a été l’un des premiers pays de la région du Grand Mékong à appliquer la REDD+ par le biais d’activités pilotes. L’objectif du Programme national ONU-REDD du Cambodge est d’aider le Cambodge à se préparer à la mise en œuvre de la REDD+, notamment par la création des institutions, mesures politiques et capacités nécessaires”.

Afin d’atteindre cet objectif, quatre effets seront recherchés :

- Effectivité de la gestion nationale du processus de préparation de la REDD+ et de l’engagement des parties prenantes conformément aux principes de la feuille de route
- Élaboration de la stratégie nationale REDD+ et du cadre de mise en œuvre
- Renforcement des capacités de gestion de la REDD+ aux niveaux infranationaux
- Conception d’un système de suivi et capacités de mise en œuvre

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Allocation de fonds ONU-REDD :
6,4 millions de dollars

Calendrier du Programme national :
2011-2013

Les forêts naturelles, représentant environ 60 pour cent du territoire, font de la PNG l’une des plus importantes zones de forêt tropicale majoritairement vierge au monde. Néanmoins, des menaces graves et pressantes pèsent sur ces forêts. Le document complet du Programme national de la PNG a été approuvé par le Conseil d’orientation sous réserve que le contenu du Programme soit révisé - le Conseil a lié le déblocage des fonds à cette condition. L’objectif du Programme ONU-REDD en PNG est de “préciser et mettre en œuvre une feuille de route MRV complète qui guidera les activités du pays, afin d’obtenir un système de suivi pleinement opérationnel d’ici la fin 2013 à l’appui du cadre REDD+ et des efforts de préparation de la PNG”.

Afin de réaliser cet objectif, cinq effets seront recherchés :

- Mise en place des dispositifs de gestion de la préparation
- Création du système national de MRV
- Évaluation des moteurs historiques de la déforestation
- Appui au suivi des concepts de réduction
- Connaissance par les parties prenantes des activités et opportunités de la REDD+ en PNG



PARAGUAY

Allocation de fonds ONU-REDD :
4,7 millions de dollars

Calendrier du Programme national :
2011-2014



Le couvert forestier du Paraguay a connu de profondes mutations au cours des dernières décennies, en grande partie liées aux changements d'affectation des terres. Le couvert forestier de l'est du pays est passé de 55 pour cent de la superficie dans les années 1940 à 24 pour cent dans les années 2000, soit une disparition de 6,7 millions d'hectares de forêts. Le Programme national du Paraguay appuiera les efforts du gouvernement afin de vaincre les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts, garantissant la préparation du pays pour la REDD+.

À cette fin, le Paraguay poursuivra trois effets :

- Meilleure faculté institutionnelle et technique du gouvernement et des organisations de la société civile à gérer les activités de REDD+ au Paraguay
- Création des capacités de mise en œuvre de la REDD+ à l'échelon local
- Renforcement des connaissances et des capacités pour la REDD+ parmi les communautés tributaires de la forêt, notamment les populations autochtones et autres parties prenantes concernées

PHILIPPINES

Allocation de fonds ONU-REDD
500 000 dollars

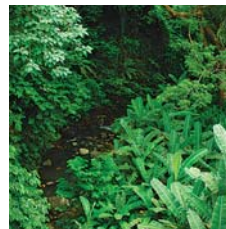
Calendrier du Programme national :
2011

Le couvert forestier des Philippines est estimé à 7,2 millions d'hectares, soit 24 pour cent de sa superficie totale. Principales causes de la disparition des forêts, l'abattage inconsidéré, la protection insuffisante des forêts, l'expansion de l'agriculture en altitude, les incendies, les nuisibles, les maladies et la conversion sauvage des terres contribuent de manière conjuguée à ce phénomène. L'objectif du Programme national ONU-REDD initial pour les Philippines est de renforcer les capacités des gestionnaires dans les espaces boisés, les zones protégées et les domaines ancestraux, et d'aider les groupes à mettre en œuvre les projets et activités REDD+.



Afin d'atteindre cet objectif, les Philippines poursuivront trois effets :

- Soutien à la préparation de la REDD+ par un processus de gestion effectif, ouvert à tous et participatif
- Approche systématique et structurelle de la préparation à la REDD+ identifiée à l'issue d'études concrètes portant sur les solutions et par le biais d'une concertation complète
- Renforcement des capacités pour l'établissement de niveaux de référence



ÎLES SALOMON

Allocation de fonds ONU-REDD :
550 000 dollars

Calendrier du Programme national :
2011-2012



Le couvert forestier total des Îles Salomon est d'environ 2,2 millions d'hectares, et le taux de disparition forestière en pourcentage y est le plus élevé du Pacifique Sud. L'objectif du Programme national ONU-REDD initial consiste à instaurer les capacités institutionnelles et individuelles nécessaires à la préparation de la REDD+.

Afin d'atteindre cet objectif, les Îles Salomon s'emploieront à ce que :

- La préparation de la REDD+ soit appuyée par des processus de gestion effectifs, ouverts à tous et participatifs
- Les parties prenantes à la REDD+ soient pleinement conscientes des avantages et risques potentiels liés à la REDD+
- Les capacités préliminaires soient instituées pour la formulation des NER et le MRV

“Reconnaissant l’importance de la REDD+ pour l’atténuation du changement climatique dans le monde, le Danemark a débloqué des fonds afin de soutenir un certain nombre d’initiatives depuis 2008, notamment le Programme ONU-REDD. Les efforts conjugués des gouvernements nationaux appuyés par les organismes et autres partenaires du Programme ONU-REDD contribueront à réduire les émissions, tout en préservant la diversité biologique dans le respect des droits et intérêts des populations autochtones et des communautés de la forêt. Les progrès réalisés grâce au Programme ONU-REDD représentent donc un socle solide pour relever les défis d’une gestion durable des forêts dans les régions tropicales.”



Margit Thomsen
Ambassadrice, ministère de l’Environnement,
de l’Énergie et du Changement climatique, Danemark

Autres pays partenaires

Outre les 12 pays partenaires ayant reçu les allocations de fonds au titre des Programmes nationaux, le Programme travaille avec 17 pays partenaires afin de soutenir leurs activités de préparation. Tout au long de 2010, ces pays ont participé à de nombreux ateliers, formations et manifestations organisés par le Programme ONU-REDD. Les principaux sont évoqués ci-dessous.

JUILLET

Le Programme ONU-REDD a entrepris une mission de prospection conjointe en **Équateur** avec la coopération allemande au développement, qui a abouti à la révision des efforts de REDD+ de l’Équateur et l’identification des domaines qui bénéficieront à l’avenir du soutien du Programme ONU-REDD. Depuis lors, l’Équateur a mené plusieurs consultations multipartites et achevé une série d’études. Le pays a également continué de mettre en œuvre le programme “Socio Bosque” et de tester les paiements REDD+ et les systèmes de partage des avantages.

AOÛT

Le Programme ONU-REDD et le FCPF ont organisé une mission conjointe en **République du Congo** pour accompagner les consultations et l’engagement des parties prenantes dans les efforts de préparation du pays à la REDD+. C’est ainsi qu’un atelier a eu lieu, qui réunissait plus de 100 participants des PA/OSC et représentants du gouvernement, ainsi que le lancement public du Plan de préparation du pays. Le Programme ONU-REDD et le FCPF ont élaboré un programme de travail sur l’engagement des parties prenantes pour 2010-2011, qui sera financé à hauteur de 75 000 \$US en fonds du Programme ONU-REDD via le PNUD.

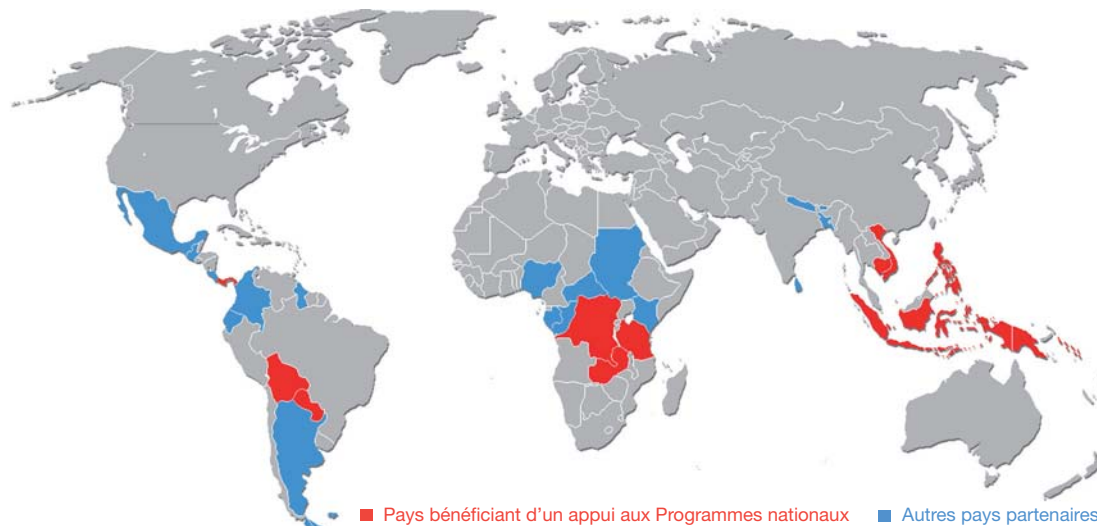
OCTOBRE

Le Programme ONU-REDD a mené une mission de repérage au **Nigéria**, qui a abouti à une feuille de route pour l’élaboration du Plan de préparation REDD+ du Nigéria.

DÉCEMBRE

Avec le soutien du Programme ONU-REDD, le Nigéria a activement contribué au sommet de Cancun sur le climat. Le ministère fédéral de l’Environnement, la Commission de la foresterie du Cross River State et le PNUD ont publié un rapport intitulé “Évaluation préliminaire du contexte pour la REDD au Nigéria”, apportant des informations de base pour bâtir un processus de préparation de la REDD+ au Nigéria.

Un accord collaboratif de 15 millions de dollars entre le gouvernement de la Norvège et le PNUD a été signé à Cancun pour renforcer la préparation à la REDD+ au **Mexique** et faciliter la coopération Sud-Sud. Le PNUD et la FAO soutiendront conjointement le projet dans le cadre de leur engagement en faveur d’un système des Nations Unies “Unis dans l’action” au Mexique. L’accord dotera le Mexique de capacités pour un système de MRV nécessaire à la mise en œuvre de la REDD+, facilitera la recherche sur les incitations locales au service de la REDD+ au Mexique, et fera du Mexique un centre d’excellence de la coopération Sud-Sud.



Programme Global

En 2010, le Programme global ONU-REDD a concentré ses efforts – dans tous ses domaines de travail – sur l'élaboration et le partage d'approches, orientations pratiques, analyses, méthodologies, outils, données et bonnes pratiques en commun, afin d'accompagner les efforts de REDD+ à tous les niveaux. Pour appuyer cet éventail d'activités, le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a approuvé 15 millions de dollars supplémentaires pour le Programme global, portant le financement total à ce jour à 24 millions de dollars.

Tout au long de 2010, il est apparu au Programme que l'appui aux efforts de REDD+ consentis par les pays exigerait des services supplémentaires. En conséquence, le Programme global a ajouté à son portefeuille trois nouveaux domaines d'activité :

- **Gouvernance nationale REDD+ :** appuyer les capacités des pays à coordonner différents organismes gouvernementaux et à collaborer avec eux, à évaluer leurs contextes et leurs besoins de gouvernance, et à susciter une compréhension commune afin de mieux informer sur la gouvernance et les autres garanties
- **Gestion des fonds REDD+ guidée par les principes de transparence, d'équité et de responsabilité :** établir une orientation et un dialogue sur les risques de corruption liés à la REDD+, fédérer l'engagement des acteurs d'entreprise, renforcer les approches nationales sur les systèmes de répartition des bénéfices et analyser les transferts de fonds conditionnels
- **La REDD+ comme catalyseur de transformations vers une économie verte :** aider les parties prenantes dans les pays à mieux comprendre comment tirer parti du potentiel de transformation que recèlent les investissements REDD+, afin de mettre les avantages multiples au service de l'atténuation du changement climatique, du développement et de la protection de l'environnement.

L'encadré 1 récapitule les six domaines d'activité actuels du Programme global ONU-REDD, tels que les énonce la stratégie quinquennale (2011-2015) du Programme élaborée en 2010.

Encadré 1

Le Programme global ONU-REDD s'articule en six grands domaines d'activité :

- MRV et suivi
- Gouvernance nationale REDD+
- Engagement des populations autochtones, de la société civile et des autres parties prenantes
- Garantie des avantages multiples des forêts et de la REDD+
- Gestion des fonds REDD+ guidée par les principes de transparence, d'équité et de responsabilité
- La REDD+ comme catalyseur de transformations vers une économie verte

“La REDD+ ne se préoccupe pas seulement de déforestation et de dégradation des forêts ; en promouvant les bonnes pratiques agricoles, la préservation de la biodiversité, la diversification des sources de revenus, la bonne gouvernance et l'amélioration de la gestion des terres, elle fait aussi progresser la sécurité alimentaire. L'une des difficultés fondamentales de la REDD+ consiste à établir des systèmes solides et transparents de mesure, rapportage et vérification au service d'un mécanisme fiable de REDD+. La FAO, avec ses partenaires au sein du Programme ONU-REDD, est pleinement déterminée à soutenir les États-membres dans la mise en place de Programmes nationaux REDD+.”



Jacques Diouf
Directeur général, FAO

Les principaux acquis du Programme global en 2010

Mesure et Suivi pour la REDD+

Pour se doter d'un mécanisme REDD+ effectif, les pays doivent établir des systèmes solides et compatibles de MRV et de suivi (MRV&M) des éléments physiques, sociaux et économiques nécessaires à la REDD+, notamment, entre autres, des émissions de gaz à effet de serre, des données d'activité et des garanties. Le MRV&M est l'un des piliers du soutien fourni aux pays, et l'un des premiers domaines d'activité du Programme ONU-REDD.

En 2010, le Programme ONU-REDD a aidé les pays à élaborer des méthodologies de MRV&M adaptées à leurs besoins nationaux. L'accord sur la REDD+ conclu lors de la COP16 à Cancun précise les activités à poursuivre au titre de plans nationaux, de NER et de systèmes nationaux transparents de suivi forestier, autant de dispositifs indispensables au travail du Programme ONU-REDD en 2010.

Vers la mise en œuvre du MRV

Tout au long de 2010, le Programme ONU-REDD a contribué à divers égards au processus international de consultation pour la mise en œuvre des systèmes de MRV au niveau des pays. Le Programme a fourni une orientation globale sur l'établissement de systèmes de MRV&M REDD+ et leur application conformément aux recommandations du GIEC, avec des spécialistes et des parties prenantes. Le Programme a également favorisé les synergies entre les initiatives existant dans les pays, afin de formuler des recommandations sur les volets essentiels à prévoir dans les stratégies nationales REDD+, dans des pays comme l'Équateur, la Tanzanie et la Zambie.

Le Programme ONU-REDD a également resserré sa coopération avec d'autres partenaires, comme le FCPF, pour promouvoir un soutien technique coordonné en RDC. Le Programme a œuvré avec le GEO et d'autres acteurs clés pour faciliter l'accès des pays REDD+ aux données satellite et à l'expertise sur la télédétection et l'établissement et la formation des différentes composantes de MRV&M.

Renforcer les capacités de MRV

Le Programme ONU-REDD a appuyé l'établissement de capacités de MRV dans les pays partenaires en collaborant avec l'INPE, la Coalition des Nations de forêts pluviales (CfRN) et la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ, anciennement GTZ) pour organiser une série d'ateliers au niveau mondial sur les systèmes de MRV et les inventaires de gaz à effet de serre, les NER ainsi que d'autres activités liées au suivi de la REDD+.

Outils, méthodes et données de télédétection ont été transmis aux pays ; dans le même temps, les représentants des pays partenaires étaient également formés à l'utilisation du relevé de télédétection de l'Évaluation des ressources forestières de la FAO, qui dispose d'un ensemble d'images satellite à différentes périodes permettant d'analyser l'évolution du couvert forestier sur les deux dernières décennies.

Avec l'INPE, le Programme ONU-REDD a entrepris la première d'une série de *formations des formateurs* sur les systèmes opérationnels de MRV dans quelque 40 pays, dans le cadre du protocole d'accord signé avec la FAO en décembre 2009.



© FAO

Suivi pour la REDD+

Avec d'autres partenaires, le Programme ONU-REDD appuie l'établissement et le renforcement du suivi national pour la REDD+ en fournissant des orientations. Outre le MRV&M du carbone, la mise en œuvre de la REDD+ nécessitera un suivi d'autres éléments physiques, sociaux et économiques. Cette étape n'est pas seulement nécessaire pour prévenir les éventuels effets pervers d'un mécanisme REDD+, mais aussi pour garantir qu'il contribue pleinement à l'atténuation, entre autres effets. Ainsi, il appartiendra aux pays d'établir des rapports faisant état de la gouvernance dans les systèmes nationaux REDD+, et de signaler les répercussions écologiques et sociales des activités REDD+. C'est à cette fin que le Programme ONU-REDD a établi un cadre d'orientation sur le suivi de la gouvernance pour la REDD+ (voir encadré 2, page 15).

En novembre, le Programme ONU-REDD a également participé à une réunion d'experts sur les régimes fonciers et sur les conditions de mise en œuvre des politiques d'atténuation du changement climatique dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture. Le but assigné à ces spécialistes : identifier les éléments nécessaires pour résoudre les questions soulevées par les titres fonciers dans l'application des politiques d'atténuation du changement climatique, notamment la REDD+.

Diffuser la connaissance sur la MRV

Une série de manifestations a été organisée par le Programme ONU-REDD afin d'informer les pays partenaires des méthodologies et des questions de mise en œuvre de la MRV&M dans les pays, en tenant compte de leurs objectifs de développement respectifs et des conditions de la CCNUCC. Le Programme ONU-REDD, en collaboration avec la commission forestière nationale du Mexique (CONAFOR) et le GEO, a organisé en juin un atelier chargé d'élaborer une feuille de route destinée à l'application du MRV&M au niveau national.

En outre, à l'occasion du Comité des forêts de la FAO en octobre, un événement REDD+ a eu lieu afin d'informer les pays partenaires de l'état actuel de la REDD+ et des difficultés soulevées par les activités de MRV&M dans d'autres domaines importants, comme la sécurité alimentaire et la biodiversité. Une série d'événements sur le MRV a également été menée en marge des négociations de la CCNUCC à Tianjin, Bonn et Cancun.

Et pour l'avenir...

Le Programme ONU-REDD poursuit son examen systématique des éléments attestant les méthodes de mesure et d'évaluation des stocks de carbone terrestre et de leur évolution. La diffusion des conclusions est prévue pour l'automne 2011. À mesure que le cadre de REDD+ continue de se préciser dans l'accord de la COP16, le Programme ONU-REDD s'engage à intensifier ses efforts pour établir les capacités et améliorer la coordination du MRV&M des garanties REDD+ dans le contexte plus vaste de l'atténuation du changement climatique.



“Temps fort de 2010, l'accord sur la REDD+ conclu par les pays développés et en développement représente une issue prometteuse des négociations de Cancun. Le texte reconnaît la place centrale qu'occupent les forêts dans les efforts mondiaux en matière de changement climatique, ainsi que le rôle décisif de la gouvernance et des femmes, des populations autochtones et des communautés locales dans le succès de la REDD+. En 2011, Année internationale des forêts, le PNUD continuera, grâce à notre partenariat avec le Programme ONU-REDD et en collaboration avec la Banque mondiale, à aider les pays en développement à tirer tout le parti des opportunités que recèle la REDD+ de concrétiser des économies vertes et durables.”



Helen Clark

Sous-Secrétaire de l'ONU et Administratrice du PNUD

Gouvernance et engagement des parties prenantes

Le succès des politiques et mesures de REDD+ reposera sur la qualité et l'effectivité de la gouvernance dans les mécanismes nationaux REDD+. Si l'attribution des droits forestiers ou de carbone est flou et incertain, si la répartition des avantages est imprévisible ou confisquée par une minorité, et si des resquilleurs, profitant d'une application laxiste des règles, tirent parti du système, les parties prenantes ne courront pas le risque de compromettre le revenu tiré de leur utilisation actuelle des ressources forestières.

En matière de gouvernance, l'approche du Programme ONU-REDD est fondée sur les principes de représentation, de transparence, de responsabilité, d'accès à l'information, de participation, d'inclusion, et de promotion et de respect des droits des populations autochtones et des autres communautés tributaires des forêts. Les activités poursuivies tout au long de 2010 ont porté en priorité sur le soutien à l'élaboration par les pays de systèmes de gouvernance intégrateurs et effectifs pour la REDD+, fondés sur un fort engagement des parties prenantes, conformément aux Orientations applicables à l'Engagement des populations autochtones et autres communautés tributaires de la forêt. Les activités au niveau mondial ont poursuivi le même but en élaborant, sous la direction de parties prenantes, des orientations et des outils ; au niveau national, un soutien direct a été apporté aux pays partenaires. Le Programme ONU-REDD travaille en outre étroitement avec le FCPF à l'harmonisation des standards d'engagement des parties prenantes ; c'est ainsi qu'ont été produites des orientations conjointes sur l'engagement des parties prenantes dans la préparation à la REDD+.

Défendre le droit au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause et appuyer les mécanismes de recours

Répondant aux demandes de ses pays partenaires et des parties prenantes issues des populations autochtones et de la société civile, le Programme ONU-REDD a entrepris une série de consultations régionales auprès des représentants des populations autochtones et de la société civile afin d'élaborer des lignes directrices précisant les moyens de solliciter le CPLCC et d'appliquer les mécanismes de recours aux activités du Programme ONU-REDD. Deux consultations régionales ont été réalisées en 2010 pour les régions Asie-Pacifique et Amérique latine-Caraïbes. Cette phase de consultations directes se conclura par une troisième et dernière concertation dans la région Afrique début 2011, et sera suivie d'un processus de contributions publiques. Les lignes directrices qui en résulteront seront rassemblées en annexe du document



d'Orientations conjointes sur l'engagement des Parties prenantes dans la préparation de la REDD+.

Promouvoir l'engagement des parties prenantes dans les Programmes nationaux

À la demande de ses homologues nationaux, le Programme a soutenu les processus d'engagement des parties prenantes pour les Programmes nationaux en Équateur, en Indonésie, au Panama, en République du Congo et au Viet Nam. Cet appui a permis l'application de l'Orientations opérationnelle du Programme sur l'engagement des Parties prenantes et la mise en œuvre des processus participatifs dans les activités préparatoires. C'est à cette fin qu'a été exécuté, documenté et évalué un processus pilote de CPLCC pour le Programme ONU-REDD du Viet Nam.

Encadré 2

Suivi de la gouvernance pour la REDD+

Le Programme ONU-REDD a réuni deux ateliers d'experts en partenariat avec Chatham House et le WRI pour rassembler des informations et contribuer à l'élaboration du suivi de la gouvernance dans les pays REDD+. Les réflexions dégagées dans l'atelier ont abouti à un cadre reposant sur trois points (“Que surveiller ?”, “Comment le surveiller ?” et “Qui devrait être chargé de la surveillance ?”) qui guideront la création de systèmes nationaux de surveillance pour la mise en œuvre de la REDD+. Un “cadre d'orientation, sur le suivi de la gouvernance de la REDD+” est en cours d'achèvement, et sera rendu public début 2011.

Les comptes-rendus des ateliers sont disponibles à www.un-redd.org



Cartographier les risques de corruption et les mesures anti-corruption

Le Programme ONU-REDD a pris une part significative à la production par le PNUD d'un rapport complet sur les risques de corruption dans la REDD+¹. Ce document examine les phases de préparation et de mise en œuvre, et préconise des mesures pour prévenir les risques de corruption, notamment des processus multipartites. Le Programme ONU-REDD, en consultation avec les experts anti-corruption du PNUD et dans le sillage d'une communauté internationale de plus en plus impliquée dans la lutte contre la corruption dans le contexte de la REDD+ et de la gouvernance climatique, a contribué à définir un cadre de recherche complet destiné à limiter les risques de corruption à l'échelon national.

Mettre au point des évaluations participatives de la gouvernance pour la REDD+

En consultation avec divers partenaires, le Programme ONU-REDD a mis au point et précisé son approche des évaluations participatives de la gouvernance pour la REDD+ (PGA-REDD+), une démarche fondée sur l'expertise et la pratique du Centre d'Oslo pour la gouvernance, un organe du PNUD. Les PGA-REDD+ qui seront pilotées en 2011 peuvent contribuer à identifier et surmonter les éléments, propres à chaque pays, qui font obstacle à la gouvernance démocratique dans la planification et la mise en œuvre des stratégies nationales REDD+. Une PGA est lancée, mise en œuvre et portée par les acteurs nationaux comme les communautés locales, les agences gouvernementales et le monde universitaire. Ces partenariats confèrent une légitimité au processus et renforcent la viabilité des réformes de gouvernance découlant de l'évaluation. Au cœur de la PGA-REDD+ réside le développement des capacités des acteurs

des deux bords : ceux qui appliquent transparence et responsabilité, et ceux qui la réclament. Ces évaluations peuvent aussi contribuer grandement au développement d'un cadre de suivi de la gouvernance nationale REDD+ (voir l'encadré 2).

Identifier et parer les risques sociaux et environnementaux

Le Programme ONU-REDD a élaboré un cadre entourant les principes sociaux et environnementaux afin d'orienter les pays partenaires dans l'identification et l'atténuation des risques sociaux et environnementaux liés aux activités de préparation, et afin d'évaluer les bénéfices sociaux et environnementaux de ces dernières. Le cadre des principes sociaux et environnementaux est l'un de éléments du soutien analytique et technique destiné à aider les pays à concrétiser les avantages multiples des forêts. En permettant aux pays d'identifier et d'atténuer les risques sociaux² et pesant sur les moyens de subsistance et la gouvernance liés à la REDD+, l'outil contribue non seulement à optimiser les répercussions sociales de la REDD+, mais également à renforcer la solidité et la résistance des stratégies nationales REDD+.

Le Programme ONU-REDD met au point des principes et critères sociaux accompagnés d'un Outil d'identification et d'atténuation des risques liés aux principes sociaux², élaboré et précisé grâce aux discussions et commentaires des partenaires et parties prenantes, et aux ateliers organisés par le PNUE-WCMC, Transparency International et l'Initiative des Droits et Ressources. L'outil a été présenté lors de la réunion du Conseil d'orientation du Programme en novembre.

Soutenir les représentants de la société civile et des populations autochtones auprès du Conseil d'orientation

En 2010, le Programme a créé un système de bourse afin d'aider les membres du Conseil d'orientation représentant les PA/OSC à sensibiliser et informer leurs concitoyens des activités du Programme ONU-REDD et des décisions du Conseil d'orientation. Cette démarche renforcera la faculté des membres du Conseil issus des PA/OSC à représenter leurs concitoyens et leur contribution à la gouvernance du Programme dans son ensemble.

Et pour l'avenir...

En 2011, le Programme portera une attention particulière à ses activités relatives à l'engagement des Parties prenantes et à la gouvernance en facilitant les PGA pour la REDD+ dans trois à cinq pays, dotant un vaste éventail de parties prenantes des capacités nécessaires à la prévention et la lutte contre la corruption dans la REDD+, offrant une orientation en matière de gouvernance et de garanties sociales, sans cesser de soutenir l'engagement de la société civile, des populations autochtones et des autres communautés tributaires des forêts à l'échelon national et international.

¹ Garder le cap : faire face aux risques de corruption dans le changement climatique" PNUD 2010. Disponible à www.undp.org/energyandenvironment

² Disponible en ligne à www.un-redd.org dans la rubrique Global activities/Multiple benefits



“L’année prochaine, les gouvernements se réuniront de nouveau à Rio, 20 ans après le Sommet de la Terre de 1992. L’économie verte, dans le contexte du développement durable et de l’élimination de la pauvreté, est l’un des deux thèmes clefs. En 2010, les activités du PNUE dans le domaine des avantages multiples que les forêts peuvent apporter pour le climat, le développement et la préservation ont tracé une voie politique évolutive et inspirante, une piste à suivre pour concrétiser la durabilité et l’économie verte, grâce au partenariat du Programme ONU-REDD.”

Achim Steiner

Sous-secrétaire général de l’ONU et Directeur exécutif du PNUE



Avantages écosystémiques multiples

2010, Année internationale de la biodiversité, a marqué une étape importante dans la création de concepts et d’outils destinés à renforcer les garanties et les services écosystémiques et de biodiversité pendant la mise en œuvre de la REDD+.



Cartes et outils

En 2009, une cartographie des avantages multiples potentiels de la REDD+ a été réalisée pour la Tanzanie. Cette année, un financement allemand distinct a permis au PNUE d’exploiter cette technologie et d’établir des cartes en couleurs et des rapports pour le Nigéria, le Cambodge et l’Équateur. Ces cartes font apparaître les chevauchements entre les avantages en termes de carbone et les autres avantages découlant des forêts. Plusieurs pays, dont le Cambodge, ont consacré une partie des fonds du Programme national à la cartographie des avantages multiples, preuve de l’intérêt qui s’exprime au niveau national pour cette approche développée par le Programme global ONU-REDD. De la même manière, en 2010, 1 000 exemplaires du rapport cartographique de la Tanzanie de 2009 ont été commandés et distribués par le ministère des Ressources naturelles et du Tourisme (service Foresterie et Apiculture). L’une des cartes a également été publiée dans un article du magazine *Science*.

Un outil simple d’évaluation des services écosystémiques dans les zones bénéficiant d’une reforestation, afforestation ou restauration a été mis au point pour le Viet Nam, accompagné de recommandations sommaires en matière de suivi. Des travaux ont été entrepris pour élaborer des directives plus universelles sur les répercussions de la REDD+ sur les services écosystémiques et de biodiversité, et une première ébauche de principes et critères environnementaux a été réalisée afin d’identifier et atténuer les risques dans les Programmes nationaux REDD+.

Événements et ateliers

Plusieurs événements et ateliers ont été organisés ou co-animés par le Programme ONU-REDD pour renforcer les capacités et sensibiliser sur la question des avantages multiples de la REDD+.

En avril 2010, le Programme a animé un atelier international à Cambridge (Royaume-Uni), intitulé *Identifier et promouvoir les avantages écosystémiques connexes de la REDD+*. Partage d’expériences entre pays pilotes, démonstration et analyse des supports produits à ce jour, et élaboration de recommandations pour le Programme ONU-REDD figuraient au programme de l’atelier. C’est ainsi qu’a été préconisée la mise au point d’outils et d’orientations dans des domaines tels que le suivi, la cartographie, l’arbitrage et l’estimation des avantages multiples. Il serait également souhaitable que les garanties environnementales formulées par le Programme ONU-REDD soient conformes à celles élaborées ailleurs.

En septembre, à Nairobi (Kenya), un atelier du Programme ONU-REDD/CBD intitulé *Atelier mondial d’experts sur les avantages de la REDD+ sur le plan de la biodiversité* a été l’occasion de renforcer les capacités, partager des informations et des expériences et élaborer des recommandations afin de tirer de la REDD+ des avantages en termes de biodiversité et autres.

En octobre, lors de la 10^e Conférence des parties (COP10) de la CBD à Nagoya (Japon), le Programme ONU-REDD a inauguré sa première série d’ateliers “REDD+ Hour”. Plus de 160 participants au total ont examiné l’interaction de la préservation et du développement entre la REDD+ et le programme de la CBD. Ils ont convenu des opportunités et de certains des dangers pouvant découler du rôle mobilisateur des financements du carbone forestier, en ce qu’ils transforment les paysages boisés et les secteurs qui en dépendent mais qu’ils produisent également des avantages en termes de préservation, de climat, de sources de revenu et de développement.

Le compte-rendu de chacun de ces événements et ateliers est disponible sur www.un-redd.org





“Le Programme ONU-REDD est conscient des liens qui unissent le changement climatique, la diminution de la biodiversité et la pauvreté. Les 193 parties à la CBD ont fixé dans le plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de nouveaux objectifs ambitieux pour les forêts : réduire de moitié la déforestation, préserver 17 pour cent des écosystèmes terrestres et restaurer 15 pour cent des paysages boisés avant 2020. Nous nous félicitons d’œuvrer avec le Programme ONU-REDD pour aider les parties à obtenir ces résultats, qui profiteront à tous.”

Ahmed Djoghlaoui

Secrétaire exécutif, Convention sur la diversité biologique



Documentation sur les avantages multiples

En 2010, le Programme ONU-REDD a produit ou co-réalisé toute une gamme de publications sur les avantages multiples de la REDD+, et lancé de nouvelles pages Internet sur le même sujet lors de la COP10 de la CBD en octobre³, simultanément à sa série de publications intitulée *avantages multiples*.

Cette série compte neuf numéros⁴ :

- Une valeur sûre pour la REDD+ : examen des éléments attestant les liens entre biodiversité et résilience des stocks de carbone forestier
- Liens entre carbone et biodiversité dans les forêts tropicales
- Les services écosystémiques des forêts nouvelles et restaurées (élaboré pour le Viet Nam)
- Méthodes d'évaluation et de suivi de l'évolution des avantages écosystémiques de l'afforestation, de la reforestation et de la restauration des forêts (élaboré pour le Viet Nam)
- Le suivi pour la REDD+ : évolution des stocks de carbone et avantages multiples
- Liens potentiels entre le suivi pour les avantages multiples de la REDD+ et le suivi prescrit par les conventions de Rio
- Base de données pour la prise de décision liée à la REDD+ (élaboré pour la Bolivie)
- Préserver et renforcer les avantages écosystémiques de la REDD+
- Quels sont les avantages écosystémiques de la REDD+ et quelle importance revêtent-ils ?

Parmi les autres documents publiés en 2010, mentionnons deux articles scientifiques et une brochure présentant la cartographie entreprise pour le Nigéria. Le Programme a également contribué à des ouvrages publiés par la CBD et le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales du Royaume-Uni.

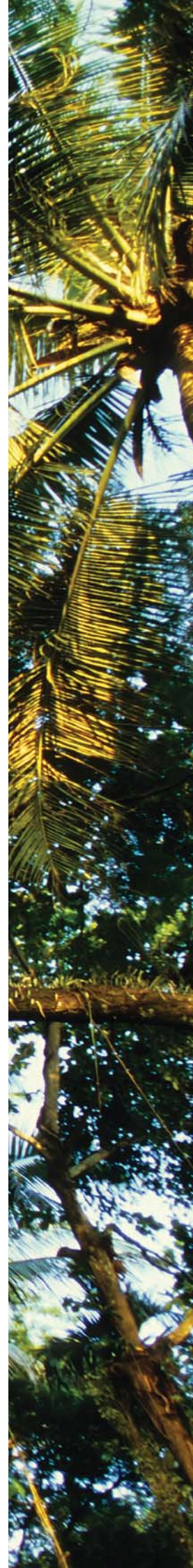
Et pour l'avenir...

Le projet de principes et critères environnementaux, complétant les principes sociaux du Programme, sera présenté au Conseil d'orientation en mars 2011. Son élaboration et ses essais se poursuivront tout au long de l'année⁵. Le Programme s'emploiera aussi à tester les lignes directrices en matière de suivi des avantages multiples, et à produire des orientations sur d'autres aspects, comme la cartographie des avantages multiples de la REDD+. Un projet de cartographie des avantages multiples en collaboration avec la RDC est déjà en cours d'étude, et plusieurs autres pays ont annoncé qu'ils souhaitent suivre cet exemple.

³ Disponible à http://www.un-redd.org/multiple_benefits/tabid/1051/Default.aspx (en anglais)

⁴ Uniquement disponible en anglais

⁵ Pour en savoir plus sur les principes et critères sociaux du Programme, voir page 16 la rubrique "Identifier et parer les risques sociaux et environnementaux"



“La conception du Programme ONU-REDD facilite et renforce le retour d’informations entre les processus REDD nationaux et internationaux. L’orientation et l’apport technique offerts dans le cadre des activités globales du Programme ne profitent pas seulement aux Programmes nationaux, mais également aux autres pays en phase de préparation, voire aux organisations qui les soutiennent. Ce Programme facilite la prise de décision dans les pays REDD. En outre, l’existence d’un **Conseil d’orientation multipartite** est un gage de normes environnementales et sociales plus exigeantes et plus rigoureuses pour les stratégies REDD+ nationales et internationales.”



Consuelo Espinosa

Responsable forêts et changement climatique, UICN

Événements marquants du Conseil d’orientation

4^e CONSEIL D’ORIENTATION —

Nairobi, Kenya 17-19 mars 2010

Se réunissant pour la quatrième fois, le Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD a approuvé un financement de 14,7 millions de dollars pour les Programmes nationaux de Bolivie, RDC et Zambie. Le Conseil a débattu de la nécessité d’approfondir la collaboration avec le FCPF et d’autres initiatives REDD+, et rendu compte de l’avancée du projet de stratégie quinquennale du Programme ONU-REDD. Le Conseil s’est félicité des nouvelles contributions de 32 millions de dollars annoncées pour 2010 par la Norvège, et des 20 millions de dollars annoncés par l’Espagne pour 2010-2012. Le Costa Rica, le Kenya, le Mexique, le Nigéria, les Philippines, la République du Congo, les Îles Salomon et le Soudan ont rejoint le Conseil comme nouveaux pays partenaires et observateurs. Le Conseil a accueilli avec satisfaction les remarques des principaux orateurs, Achim Steiner, Sous-secrétaire général de l’ONU et Directeur exécutif du PNUE, et Wangari Maathai, Prix Nobel de la paix, fondatrice du Green Belt Movement et ambassadrice de bonne volonté pour les Forêts du bassin du Congo. Les participants ont également découvert les efforts de REDD+ mis en œuvre dans la vallée du Rift, au Kenya, lors d’un visite de terrain d’une journée dans la région.



5^e CONSEIL D’ORIENTATION —

Washington, États-Unis
4-5 novembre 2010

Lors de sa cinquième réunion, le Conseil d’orientation du Programme ONU-REDD a approuvé un financement de 15,2 millions de dollars pour les Programmes nationaux initiaux ou complets du Cambodge, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Paraguay, des Philippines et des Îles Salomon. Diverses questions stratégiques et de politique ont été débattues ; le Conseil a ainsi entériné la stratégie quinquennale (2011-2015) du Programme ONU-REDD, et pris note de l’examen du Programme prévu en 2011. Le Conseil a également accueilli avec satisfaction les rapports d’étape réalisés par l’Équateur et le Nigéria, qui devraient soumettre leurs propositions de Programmes nationaux en 2011. La Guyane et le Gabon ont rejoint le Conseil comme nouveaux pays partenaires et observateurs. Le Conseil s’est félicité des nouveaux financements engagés pour 2010 par le Danemark (6 millions de dollars) et l’Espagne (1,3 million de dollars). La Norvège a confirmé son intention de maintenir son soutien au Programme ONU-REDD en 2011, tandis que le Japon annonçait son souhait d’y contribuer.





“La coopération entre l'équipe du Programme ONU-REDD et la direction du FCPF s'est intensifiée ces deux dernières années, suscitant notamment une meilleure connaissance et appréhension des complémentarités entre les systèmes de l'ONU et des banques multilatérales de développement. Pour le Programme ONU-REDD et le FCPF, 2011 sera synonyme de nouvelles opportunités et de nouveaux enjeux ; ainsi, leur harmonisation permettra d'optimiser le soutien offert aux efforts des pays pour la REDD+, à mesure que la CCNUCC commence à émettre des orientations détaillées sur la REDD+.”

Benoit Bosquet

Coordonnateur, Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier

Partenariats

Le Programme ONU-REDD a travaillé en étroite coopération avec un certain nombre d'initiatives tout au long de 2010 afin d'aider les pays de manière harmonisée, de partager les connaissances et les premiers enseignements et d'augmenter la sensibilisation et l'adhésion à la REDD+ aux niveaux national et international. Voici certaines des principales activités de partenariat du Programme en 2010.

CBFF

Le Programme ONU-REDD a étroitement travaillé avec le CBFF – qui finance les projets destinés à freiner le rythme de déforestation – en conférant des capacités aux populations et institutions des pays du bassin du Congo. Ainsi la RDC a-t-elle sollicité en 2010 l'approbation d'un certain nombre de projets, tandis qu'un système régional de MRV était prévu dans le bassin du Congo sous la double bannière du Programme ONU-REDD et du CBFF.

CCNUCC

Tout au long de 2010, le Programme ONU-REDD a poursuivi son travail de liaison avec le secrétariat de la CCNUCC afin d'appuyer la mise en œuvre des décisions de la CCNUCC et échanger de précieuses expériences et retours d'informations de la part des pays REDD+, dans le contexte des négociations de la Convention sur la REDD+. Le Programme a également travaillé en 2010 avec le secrétariat de la CCNUCC afin de fournir une formation ciblée aux pays entreprenant des inventaires des GES.

FCPF et FIP

Le Programme a travaillé étroitement avec le FCPF et le FIP sur un certain nombre d'initiatives afin de rationaliser le soutien aux pays REDD+, des missions et réunions dirigeantes menées conjointement à l'adoption de procédures harmonisées. Ainsi, en mars, la RDC a été en mesure de présenter le même R-PP au FCPF et au Programme ONU-REDD ; son financement a été approuvé par les deux organismes, ouvrant la voie à un processus REDD+ mieux coordonné. Avec le FCPF, le Programme a commencé à établir une plateforme d'exécution commune destinée à renforcer tous les niveaux de coopération : modèles de référence communs, travail des partenaires de mise en œuvre et approches communes pour l'engagement des parties prenantes et des garanties. En 2010, le Programme ONU-REDD et le FCPF ont entrepris d'harmoniser leurs standards applicables à l'engagement des parties prenantes afin de produire un projet de lignes directrices conjointes sur cette question dans la préparation à la REDD+, axé en priorité sur la participation des populations autochtones et des autres communautés tributaires des forêts. Cette démarche va dans le sens d'une meilleure coordination dans l'engagement des parties prenantes entre le FCPF et le Programme ONU-REDD, dans les pays où interviennent les deux initiatives.

Tout au long de 2010, l'équipe du Programme ONU-REDD et la FCPF FMT ont fourni conjointement des services de secrétariat au Partenariat REDD+ créé en mai lors de la conférence d'Oslo sur le climat et les forêts. Les deux initiatives ont soutenu ensemble l'élaboration et l'exécution du programme de travail du partenariat REDD+. Ce processus a été ponctué par la création d'une base de données volontaire sur la REDD+ et du site Internet du partenariat REDD+, l'organisation conjointe d'ateliers techniques et la publication de documents rendant compte les enseignements dégagés.

FEM

En 2010, le FEM a activement participé en tant qu'observateur au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, et apporté une précieuse contribution à la première réunion conjointe des organes directeurs du FCPF, du FIP et du Programme ONU-REDD en novembre. Les trois organismes ONU-REDD sont également agences d'exécution du FEM et œuvrent avec lui pour aider les pays à recevoir le soutien dispensé par le biais du Programme FEM-5 GDF/REDD+.

OIBT

Le Programme ONU-REDD a collaboré avec l'OIBT dans le cadre du programme sur la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts et la valorisation des services environnementaux (REDDDES), afin de fournir un soutien technique “sur le terrain” aux pays REDD+, notamment en offrant à la RDC une expertise conjointe du MRV. Le champ de collaboration devrait être élargi en 2011.

Parmi les autres partenaires stratégiques du Programme ONU-REDD en 2010, mentionnons la Convention sur la diversité biologique, le Centre International de Recherche sur les Forêts, l'Union internationale pour la conservation de la nature, le Forum des Nations Unies sur les forêts et d'autres membres du partenariat collaboratif sur les forêts.

Le Programme ONU-REDD a en outre collaboré avec une grande variété d'autres organisations. Mentionnons entre autres le Pacte des Peuples Autochtones d'Asie, le Bank Information Center, le Centre pour le droit international de l'environnement, l'Alliance Climat, Communauté et Biodiversité et CARE International, Chatham House, le Forest Peoples Programme, Global Witness, la Rainforest Foundation Norway/US/UK, l'Initiative pour les droits et ressources, la fondation Tebtebba, le Forest Dialogue, l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et l'Institut des ressources mondiales. La COMIFAC a activement appuyé le Programme ONU-REDD en 2010, en participant au Conseil d'orientation du Programme et surtout en citant le Programme ONU-REDD dans la déclaration de Brazzaville en avril.

Société civile et partenaires autochtones dans la gouvernance du Programme ONU-REDD

Les populations autochtones et les organisations de la société civile sont représentées au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD par : l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones ; Aliansi Masyarakat Adat Nusantara (AMAN) ; le Community Research and Development Services ; la Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA) ; le Centre d'Accompagnement des Minorités Vulnérables ; l'Eco-Forestry Forum ; Global Witness et l'Instituto de Pesquisa Ambiental da Amazônia (IPAM), contribuant ensemble à la gouvernance du Programme. En outre, les membres du Groupe Consultatif sur les Forêts, Droits et Changement Climatique fournissent des avis indépendants et des recommandations sur des questions concernant la société civile et les parties prenantes nationales activement impliquées dans les activités soutenues par le Programme ONU-REDD.



Événements en 2010

Divers ateliers, événements et conférences nationaux et internationaux ont eu lieu tout au long de 2010, sous l'égide ou avec la participation du Programme ONU-REDD, autant d'occasions d'échanger des connaissances glanées au cours des activités nationales et globales et d'évoquer les grands défis et les opportunités qui attendent les pays REDD+ dans leurs efforts de préparation et de mise en œuvre. Ces événements ont offert aux pays REDD+ l'occasion de formuler leurs demandes et de proposer des solutions au Programme et aux partenaires. Ils ont également donné au Programme la possibilité de renforcer la valeur et le potentiel de la REDD+ comme élément décisif de la solution au changement climatique.

Voici quelques-unes des principales manifestations régionales et internationales organisées en 2010 par le Programme ONU-REDD, en collaboration avec ses partenaires :

Événements du Programme ONU-REDD :

9 ^e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones	New York : avril
SBSTTA 14 de la Convention sur la diversité biologique (CBD)	Nairobi : mai
32 ^e session SBSTA de la CCNUCC	Bonn : juin
2 ^e réunion du groupe d'experts de l'IUFRO – régime forestier international	Nairobi : juillet
Initiative Standards Sociaux et Environnementaux pour la REDD+	Washington : août
Pourparlers de la CCNUCC sur les changements climatiques	Bonn : août
Pourparlers de la CCNUCC sur les changements climatiques	Tianjin : octobre
20 ^e session du Comité des forêts de la FAO	Rome : octobre
COP 10 de la CBD	Nagoya : octobre
14 ^e Conférence internationale contre la corruption	Bangkok : novembre
COP 16 de la CCNUCC	Cancun : décembre
Forest Day 4	Cancun : décembre

Ateliers et échange d'informations par le Programme ONU-REDD :

Identifier et promouvoir les avantages écosystémiques connexes de la REDD+	Cambridge : avril
Atelier d'experts sur le suivi des garanties de la gouvernance dans la REDD+	Londres : mai
Consultation régionale sur le CPLCC et les mécanismes de recours en Asie-Pacifique	Hanoï : juin
Atelier MRV	Guadalajara : juin
Appliquer la REDD+, de Copenhague à Cancun	Édimbourg : juillet
Atelier d'experts sur l'intégration du changement climatique dans les programmes forestiers nationaux	Rome : septembre
Atelier mondial d'experts sur les avantages de la REDD+ pour la biodiversité	Nairobi : septembre
Consultation régionale sur le CPLCC et les mécanismes de recours en Amérique latine et dans les Caraïbes	Panama City : octobre
Échange régional d'informations Asie-Pacifique	Bangkok : novembre
Atelier d'experts sur le suivi de la gouvernance	Rome : novembre
1 ^{ère} réunion conjointe des Programme ONU-REDD, FCPF et FIP	Washington : novembre

REDD+ HOUR

En marge de la COP10 de la CBD à Nagoya, en octobre, le Programme ONU-REDD a lancé sous la bannière "REDD+ Hour" une série de manifestations au cours desquelles plus de 100 participants ont exploré les corrélations entre la REDD+, les programmes relatifs à la biodiversité et les opportunités de développement et de préservation que recèle la REDD+. Lors de la COP16 à Cancun, la série "REDD+ Hour" s'est poursuivie, ponctuée d'ateliers offrant aux participants l'occasion de rencontrer des spécialistes de la REDD+ dans un cadre informel. Pour en savoir plus sur les ateliers "REDD+ Hour", rendez-vous sur notre blog : unredd.wordpress.com

Promotion et diffusion des connaissances sur la REDD+

Le Programme ONU-REDD a produit un certain nombre de ressources REDD+ en 2010 afin de faire progresser la réflexion sur certains des défis et opportunités majeurs qui attendent la REDD+. Toutes les publications sont disponibles sur www.un-redd.org, généralement en anglais, français et espagnol.

“Réflexions sur la REDD+”

Dans ce rapport concis de 12 pages, le Programme ONU-REDD étudie la question complexe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, de l'observation au-delà du carbone et des avantages multiples de la REDD+. La publication a été lancée lors de la COP16 en décembre.

“Au-delà du carbone : les avantages écosystémiques de la REDD+”

Cette brochure de six pages explore divers aspects des avantages multiples des forêts et de la REDD+, et met en lumière la contribution du Programme ONU-REDD dans ce domaine. La brochure a été dévoilée lors de la COP10 de la CBD à Nagoya, au Japon, en octobre.

Série sur les avantages multiples

Les rapports de cette série explorent les avantages multiples découlant du maintien et de la restauration des écosystèmes naturels dans les zones de REDD+. La série, présentée lors de la COP10 de la CBD en octobre, évoque diverses méthodes d'identification, de suivi, de garantie et de renforcement des services de la biodiversité et écosystémiques.

“Œuvrer ensemble pour la REDD+”

Le Programme ONU-REDD s'est associé au FCPF et au FIP pour produire un fascicule soulignant les domaines dans lesquels les trois initiatives œuvrent ensemble et avec d'autres initiatives REDD+ pour harmoniser le soutien aux pays REDD+. La démarche “Œuvrer ensemble pour la REDD+” a été lancée lors de la première réunion conjointe organisée par les trois initiatives à Washington en novembre.

“Le Programme ONU-REDD à l'œuvre”

Cette vidéo de cinq minutes offre un aperçu du travail et de l'intérêt du Programme ONU-REDD au niveau national et global. Elle se compose d'entretiens avec des représentants du Programme, des pays partenaires, des donateurs et d'autres spécialistes de la REDD+. Présentée pour la première fois en septembre, elle a été projetée au COFO de Rome en octobre et lors de la réunion du Conseil d'orientation du Programme à Washington en novembre.

Proposition cadre sur les systèmes nationaux de MRV

Le Programme ONU-REDD a publié ce rapport technique, qui a pour but d'appuyer l'intégration des mécanismes REDD+ au sein d'autres mécanismes de la CCNUCC. La proposition cadre a été présentée pendant les débats de l'ONU sur le changement climatique qui se sont tenus à Bonn, en Allemagne, au moins de juin.

Série “Les leçons à retenir – Asie-Pacifique”

Les neuf fascicules qui composent cette série explorent certains des premiers enseignements dégagés en Asie-Pacifique dans divers volets de la REDD+, notamment le CPLCC, le MRV, les NER et la répartition des avantages. La série est disponible en ligne et en version papier depuis mai.

Bulletin mensuel (Newsletter) du Programme ONU-REDD

En 2010, le Programme ONU-REDD a diffusé dix bulletins consacrés aux progrès des pays partenaires et à l'analyse des grandes questions et faits marquants de la REDD+ dans le monde. Suivi par environ 13 000 personnes fin 2009, le bulletin attirait plus de 47 000 lecteurs en décembre 2010.

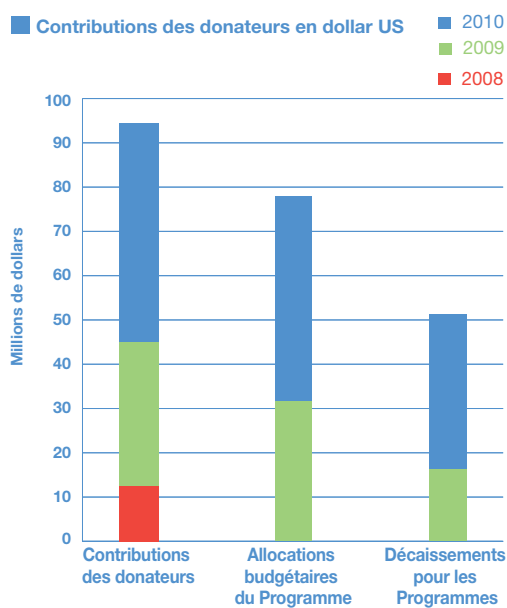
Le Programme ONU-REDD en ligne :

Site Internet : un-redd.org
Blog : unredd.wordpress.com
YouTube: youtube.com/unredd
Twitter : twitter.com/unredd
Espace collaboratif de travail : unredd.net⁶

⁶ unredd.net est la plateforme d'information en ligne du Programme ONU-REDD. L'accès à certaines pages nécessite un mot de passe. Pour adhérer au forum ONU-REDD, merci d'écrire à admin@unredd.net

État du financement en 2010

En 2010, le Programme ONU-REDD a alloué 44,8 millions de dollars aux Programmes nationaux et au Programme global, et décaissé 35,5 millions de dollars pour ces Programmes. À ce jour, le Programme a alloué un total de 75,9 millions de dollars à 12 Programmes nationaux et au Programme global.



Contributions des donateurs

En 2010, les gouvernements de la Norvège, du Danemark et de l'Espagne ont contribué au Programme ONU-REDD à hauteur 39,6 millions de dollars au total. Dans l'ensemble, les contributions des bailleurs au Programme ont augmenté de plus de 200 pour cent au cours des deux dernières années, s'élevant de 12 millions de dollars en 2008 à 94 millions fin 2010.

Donateurs	2008	2009	2010	Total*
Norvège	12 000 000	40 213 730	32 193 159	84 406 889
Danemark		1 917 398	6 159 589	8 076 987
Espagne			1 314 700	1 314 700
Total	12 000 000	42 131 128	39 667 448	93 798 576

* En dollars américains



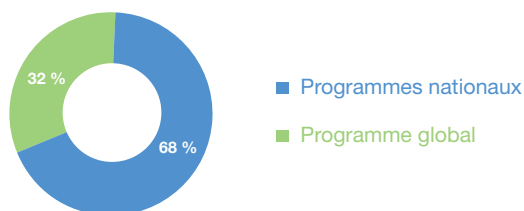
Allocation budgétaire aux Programmes nationaux

En 2010, 29,8 millions et 15 millions de dollars ont été respectivement approuvés pour les Programmes nationaux et global, soit une augmentation de 45 pour cent par rapport aux financements approuvés en 2009. Depuis le début du Programme en 2008, le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a approuvé 51 millions de dollars au total à 12 Programmes nationaux complets ou initiaux et 24 millions pour le Programme global.

Programmes	2009	2010	Total*
Programmes nationaux			
République démocratique du Congo (démarrage rapide)	1 883 200		1 883 200
République démocratique du Congo (Programme complet)		5 500 000	5 500 000
Bolivie		4 708 000	4 708 000
Cambodge		3 001 350	3 001 350
Indonésie	5 644 250		5 644 250
Panama	5 300 000		5 300 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée		6 388 884	6 388 884
Paraguay		4 720 001	4 720 001
Îles Salomon		550 000	550 000
Tanzanie	4 280 000		4 280 000
Philippines		500 000	500 000
Viet Nam	4 384 756		4 384 756
Zambie		4 490 000	4 490 000
Sous-total	21 492 206	29 858 235	51 350 441
Programme global			
Soutien technique au Programme global	9 562 005	15 021 622	24 583 627
Total général	31 054 211	44 879 857	75 934 068

* En dollars américains

■ Allocation aux Programmes nationaux et global



Clause limitative : Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part du Programme ONU-REDD aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que la Banque mondiale reconnaît ou accepte ces frontières.

Photos: © FAO - © iStockphoto : Gerad Coles, David Evison, Sze Fei Wong, Erik Gauger, Guenter Guni, Eric Gevaert, David Gunn, Simon Gurney, Haveseen, Tobias Helbig, Island Effects, Olga Khoroshunova, Davor Lovincic, Luseen, Øystein Lund Andersen, Ray Roper, Muharrem Öner, Jose Antonio Santiso Fernández, Alexey Stiop, Mayumi Terao - © Mondolibrary.net : G.M.B. Akash, Richard Human, Mark Phillips, Pierre-Michel Virot, Hans Westerling - © Thinkstock : Tom Brakefield, Hemera.

Design  *messaggio studios* - Print  *natura print*

PROGRAMME
ONU-REDD



Secrétariat du Programme ONU-REDD
Maison internationale de l'environnement,
11-13 Chemin des Anémones
CH-1219, Genève, Suisse
www.un-redd.org | un-redd@un-redd.org